

ASSISES DE LA BIO

## La grande distribution estime qu'on va vers une bio à plusieurs vitesses

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

🕒 14.11.19

agriculture biologique (/tag/agriculture biologique)

grande distribution (/tag/grande distribution)

bio (/tag/bio)



Photo d'illustration. © Agnès Massiot/GFA

Interrogés lors des assises de l'agriculture biologique, plusieurs acteurs de la grande distribution jugent, qu'à l'avenir, l'agriculture biologique va se décliner avec des cahiers des charges à plusieurs niveaux d'exigences pour répondre à la demande des consommateurs.

« Toute la **production biologique** va se décliner. Il y aura d'autres bios, une **agriculture biologique** différente, plus engagée. Les cahiers des charges vont évoluer », considère Michel-Édouard Leclerc, PDG des magasins Leclerc, questionné sur sa stratégie concernant les **produits bio**, lors des **assises de l'agriculture biologique**, le 14 novembre 2019 à Paris. Plusieurs représentants de la **grande distribution** (Carrefour, E. Leclerc, Intermarché, Biocoop) ont débattu avec, en ligne de mire, une question : comment pensez-vous répondre à la demande grandissante des consommateurs ?

« Ce sont les consommateurs qui vont nous guider. La **bio** (<http://www.lafranceagricole.fr/tag/agriculture%20biologique>) est une solution mais il y en aura d'autres », a renchéri Emmanuel Vasseneix, président de la laiterie Saint-Denis-de-l'Hôtel. D'autres distributeurs évoquant des produits issus d'une bio « plus », intégrant d'autres éléments dans son cahier des charges et notamment une dimension sociale et sociétale.

Emmanuel Vasseneix appelle les distributeurs, les transformateurs et les producteurs à saisir ce moment unique de transformation de notre façon de produire et également de consommer. « Les producteurs ont besoin d'un **prix rémunérateur** qui tient compte des contraintes, et de visibilité sur les besoins des distributeurs », prévient-il. Il relève deux autres problématiques : le besoin d'**investissement dans les filières** et la gestion des **paliers de production**. « On doit accompagner la surproduction », explique-t-il, avançant devant les distributeurs présents, la nécessité de maintenir un prix « bio » pour les producteurs, même en cas de surproduction. « Il en va du développement des filières bio », clame-t-il.

### De la transparence

Du côté des distributeurs, c'était un peu à qui lavera **plus bio que bio**, chacun expliquant qu'il accompagne déjà les filières qui doivent s'adapter et aller vers cette fameuse transition vers la bio, notamment avec des contrats tripartites.

Tous sont néanmoins d'accord pour dire que le consommateur a besoin de transparence et que c'est un critère d'acceptation du prix. « Il faut qu'on conserve la confiance gagnée sur la bio. Les produits bio doivent être simples. Je ne comprends pas comment l'Eurolabel peut être apposé sur des produits ultra-transformés, car j'estime qu'un produit bio doit pouvoir être totalement tracé », argumente Lyse Manzoni, directrice d'un magasin Intermarché dans le Doubs, engagée dans la réflexion stratégique du distributeur sur la bio.

### Un fonds de transition privé

Michel-Édouard Leclerc estime que la grande distribution peut jouer un rôle pour accompagner les agriculteurs, notamment par l'apport de fonds. « On est tous d'accord pour dire qu'il faut aller vers la transition, mais il est urgent de prendre le temps de le faire bien. Le temps de l'entreprise n'est pas le temps des médias. » Fustigeant, la **loi sur l'alimentation** qui, selon lui, ne permettra pas d'**améliorer la rémunération des agriculteurs**, il a proposé la création d'un fonds de transition financé par l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire, grande distribution, transformateurs... Sans obtenir de réponse de ses collègues distributeurs présents.